



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

26 janvier 2026

N° 335

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

CONSTRUISONS LE CAMP DES TRAVAILLEURS



Depuis la fin du mois de décembre 2025 jusqu'à aujourd'hui, la police et d'autres forces de sécurité du gouvernement mènent une série d'attaques contre les gangs dans les quartiers populaires que ces derniers contrôlent. Parmi les victimes, de nombreux habitants de la population pauvre qui se retrouvent coincés dans ces endroits lugubres, par défaut livrés aux caprices de ces malfrats. Alors que les principaux chefs de gangs et leurs entourages immédiats se réfugient dans d'autres endroits plus sûres pour échapper à la mort.

Selon le gouvernement, ces attaques visent à sécuriser le pays en vue de l'organisation des prochaines élections pour remettre la gouverne du pays à des élus. Fieffé menteur ! Depuis 6 ans, ces promesses sans lendemain servent de prétexte à ceux qui sont au pouvoir pour piller les derniers centimes des caisses de l'État. S'enrichir et faire profiter leurs proches par la corruption et le népotisme, telle est la devise de ces chenapans pour qui la politique est synonyme de source d'enrichissement.

Mais, même en cas de réalisation de ces rêveries, les intérêts de la population seront absents. Dans le cadre du régime de la propriété privée des moyens de production, les élections restent toujours une mascarade destinée à tromper les masses exploitées. D'un bord politique à un autre, d'un politicien à un autre, le contrôle des pouvoirs économique et politique restent toujours entre les mains d'une minorité de possédants.

Contre la dictature des gangs qui est devenue la nouvelle forme d'exploitation des masses populaires, pour l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière, des paysans pauvres, ces derniers ne peuvent compter que sur leur capacité à faire reculer ces spoliateurs par leurs luttes.

Dans les usines, dans les camps de déplacés, dans les marchés publics, dans les villes de province comme dans la capitale, des cahiers de revendications de doléances des masses populaires doivent être mis en place. Ils constitueront leur programme de lutte qui leur permettra de se démarquer des politiciens arnaqueurs. Contre les assauts meurtriers des assassins de Viv-Ansanm, la population doit mettre sur pied des brigades d'autodéfense populaires sous le contrôle de la population.

Ainsi organisées, les masses pourront exiger que toutes les ressources du pays au lieu de servir à engraisser quelques margoulins politiques soient mobilisées pour améliorer leurs conditions de vie par la création des millions d'emplois dans des secteurs utiles à la population, des programmes de construction de logements décentes, la réfection des routes, l'électricité, l'eau potable.

Aucune confiance à la démagogie des gangs criminels, aux politiciens bourgeois, aux grands commerçants tous fossoyeurs des masses exploitées. Oui pour l'organisation de la classe ouvrière et des masses exploitées. Leur libération viendra de leurs luttes comme celles qui ont amené la libération des esclaves étaient venues des esclaves eux-mêmes. ■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ **Page 1**
- Construisons le camp des travailleurs

Leur Société

- ⇒ **Page 2**
- Les gangs transforment des quartiers populaires en champs de guerre
 - Cap-Haïtien : une catastrophe annoncée
 - Les charognards profitent pleinement du chaos d'Haïti
 - Renouveau de la loi Hope/Help : les patrons y croient !
- ⇒ **Page 3**
- Quand la fête devient une tradition militante

Dans les entreprises

- ⇒ **Page 3**
- Centri Group (SONAPI) : Prestations arrachées par la lutte !
 - Fêtes de fin d'année : les ouvriers comptent les miettes
- ⇒ **Page 4**
- Ann nou konstui pwòp altènativ nou !

Dans l'international

- ⇒ **Page 4**
- Contre la dictature des mollahs, contre l'impérialisme américain !

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

LES GANGS TRANSFORMENT DES QUARTIERS POPULAIRES EN CHAMPS DE GUERRE

Depuis la fin du mois de décembre 2025 et le début de l'année 2026, la Police nationale d'Haïti (PNH), appuyée par la Force de suppression des gangs (FSG) et les mercenaires de Eriq Prince, a intensifié ses opérations contre les groupes criminels regroupés sous l'appellation « Viv Ansanm ». À Bel-Air, à La Saline, à Bas-Delmas et dans d'autres quartiers populaires, des interventions musclées se succèdent : perquisitions, saisies d'armes, affrontements armés et morts par dizaines.

Mais derrière ces opérations se cache une sombre réalité. Les gangs ont développé une stratégie cynique visant à maintenir la population civile dans leurs zones de contrôle afin de s'en servir comme boucliers

humains. Ainsi piégés, les gens sont, contraints d'y rester sous peine d'exécution. À Bel-Air, des bandits les ont forcés à creuser des tranchées pour bloquer l'avancée de la police. Le refus signifiait une balle dans la tête. Femmes, enfants, vieillards sont ainsi pris en otage au cœur même des combats.

Aujourd'hui, face à la pression policière, nombre de chefs de gangs ne livrent pas bataille frontalement. Ils se replient, se dispersent, se cachent, abandonnant temporairement certaines positions. Mais cette fuite n'est qu'un repli tactique. Comme à chaque fois, ils reviendront dès que la pression retombera, plus violents encore, pour se venger des populations restées sur place, accusées de « complicité » avec la police.

De leur côté, les forces de l'ordre et leurs alliés étrangers montrent un mépris tout aussi glaçant pour la vie des pauvres. Drones explosifs, tirs aveugles, opérations menées sans distinction entre bandits et civils : la population paye le prix fort. Des dizaines de civils ont été tués, écrasés entre le cynisme des gangs et la brutalité des forces répressives.

Face à cette situation, une conclusion s'impose : compter uniquement sur la police et les forces étrangères pour éradiquer les gangs est une illusion. Pour ne plus être des boucliers humains, des victimes collatérales, les masses populaires doivent prendre en main leur propre lutte, s'organiser collectivement et se défendre.■

CAP-HAÏTIEN : UNE CATASTROPHE ANNONCÉE

Depuis la fermeture de l'aéroport de Port-au-Prince et la paralysie du port, le Cap-Haïtien est devenu la principale porte d'entrée aérienne et maritime du pays. Transport aérien, hôtellerie, douane, APN, etc. brassent des sommes importantes. Pourtant, la ville, plongée dans un black-out chronique, est à la fois une poubelle à ciel ouvert et une zone à haut risque environnemental et sismique.

Au nord de la ville, hôtels de luxe et bidonvilles partagent le même bassin versant. Cette urbanisation anarchique provoque ruissellements violents, glissements de terrain et inondations à chaque pluie. Le sol s'affaisse, les fondations cèdent. Le Cap repose sur un équilibre fragile, prêt à rompre au moindre choc.

En outre, le Nord d'Haïti est une zone sismiquement active. La faille septentrionale, l'une des plus importantes et toujours active, traverse le Grand Nord et menace directement le Cap-Haïtien. Sa rupture provoquerait un séisme majeur, transformant la ville en champ de ruines, sans routes praticables ni accès pour les secours, dans un scénario comparable, voire pire, que celui du 12 janvier 2010.

Ce risque est aggravé par le surpeuplement accéléré de la ville, conséquence de l'exode massif de milliers de familles fuyant les violences armées à Port-au-Prince depuis près de quatre ans, et plus récemment à Mirebalais. Ces populations, entassées dans des quartiers déjà saturés, vivent dans des conditions précaires, souvent sur des terrains instables, augmentant dramatiquement l'ampleur de la catastrophe humaine d'un éventuel séisme.

La ville est sale. Canaux bouchés, déchets entassés le long des rues, eaux usées à ciel ouvert : à la moindre pluie, les rues deviennent des rivières, les maisons sont inondées, les maladies prolifèrent. À cela s'ajoute un fait grave : le Cap-Haïtien vit sans électricité depuis près de dix ans. Les riches alternent génératrices et systèmes solaires. Les

pauvres, eux, vivent dans le noir permanent, exposés à l'insécurité, aux incendies et à l'exclusion totale.

La circulation est anarchique. Aucun plan d'évacuation, aucune signalisation sérieuse. L'aéroport, devenu international sans adaptation des infrastructures, est un véritable bordel. À chaque visite officielle, comme lors des fêtes nationales, l'électricité apparaît le temps du séjour des autorités et disparaît à leur départ.

Le problème du Cap-Haïtien n'est pas de savoir si une catastrophe surviendra, mais quand. Elle est annoncée, prévisible, documentée, mais dans l'indifférence la plus totale des dirigeants. Et pourtant, l'argent coule à flot dans la deuxième ville du pays.■

LES CHAROIGNARDS PROFITENT DU CHAOS EN HAÏTI

Profitant de la suspension temporaire de la compagnie aérienne au départ et à l'arrivée de l'aéroport de Port-au-Prince à la fin du mois de novembre, de nombreux actionnaires haïtiens ont fait venir de la République dominicaine entre autres des petits aéronefs pour pallier le vide. La présence de ces « petits papillons » dans les airs soulève beaucoup d'inquiétude quant à la sécurité des passagers.

C'est presque en clandestinité que se sont développés tous ces vols. Certains n'ont pas de bureaux à l'aéroport du Cap ni à Port-au-Prince. Les réservations se font par des contacts. Ils font un minimum de contrôles d'identité et de bagages. Les prix sont à peu près les mêmes que ceux pratiqués par la « Sunrise airways », 300 dollars pour un aller simple Cap/Port-au-Prince. Les appareils sont déglingués, difficile de dire

s'ils sont entretenus ou pas.

Les liens avec les autorités sont patents, puisqu'ils utilisent les infrastructures officielles existantes. Il y a peut-être des raisons politiques visant à dénigrer et isoler les responsables de la « Sunrise airways » qui avaient stoppé leurs activités au départ et à l'arrivée de Port-au-Prince pour raison d'insécurité sans concertation avec les

autorités. Selon la version de « Sunrise airways », un de ses appareils avait essuyé des tirs sur le tarmac de l'aéroport, une version démentie officiellement.

Il est évident que la sécurité des passagers est le cadet des soucis de tout ce monde qui grouille autour de ce trafic, seule compte la soif débordante de s'enrichir.■

RENOUVELLEMENT DE LA LOI HOPE : LES PATRONS Y CROIENT !

Le renouvellement de la Loi Hope vient d'être approuvé par les députés américains. En attendant que les sénateurs donnent leur vote, le patronat haïtien jubile et se frotte déjà les mains à l'idée du profit qu'un tel avantage lui procurera.

Dans une émission sur l'une des radios de la place, Sassine, un gros bonnet du patronat haïtien, membre influent de l'ADIH (Association des Industriels Haïtiens), le syndicat patronal, était enthousiasmé après le vote pour renouveler la Loi Hope/Help par la chambre des représentants américaine le 12 janvier 2026. C'est un ouf de soulagement, a-t-il déclaré. « Si le Sénat américain vote pour renouveler cette loi, cela garantira 12000 emplois dans le milieu de la sous traitance, ajoutés aux 25000 emplois qui existent aujourd'hui », a-

t-il renchéri.

La loi Hope avait expiré depuis le 30 septembre 2025. Un moment d'incertitude régnait en ce qui concerne le renouvellement de cette loi qui offre au patronat haïtien des avantages préférentiels sur le marché américain.

Pour faire aboutir cette prolongation, le gouvernement haïtien et le patronat ont mis tout leur poids dans cette affaire. Lobbies, plaidoiries, campagnes de toutes sortes auprès des dirigeants américains. Ces démarches ont

nécessité le décaissement des sommes importantes du Trésor public pour graisser les pattes des lobbyistes américains.

Pour l'ajustement du salaire minimum, les bonnes conditions de travail, la réduction du coût de la vie, la construction de logements sociaux, les masses exploitées ne peuvent espérer un tel dévouement de la part des dirigeants car ce sont des laquais de la bourgeoisie. C'est aux travailleurs d'exiger ce dont ils ont besoin. ■

QUAND LA FÊTE DEVIENT UNE TRADITION MILITANTE

Cela fait plus de trente ans que les militants de l’OTR, aux côtés de leurs sympathisants, de travailleurs, de proches issus des entreprises et des quartiers populaires, organisent à chaque fin d’année une grande fête populaire. Pour beaucoup de participants, c’est avant tout un moment de joie, de détente et de partage. Pour d’autres, c’est aussi un rassemblement politique, un temps fort autour des idées révolutionnaires et de la solidarité de classe. En réalité, ces deux dimensions se complètent : on y vient pour célébrer, mais aussi pour réfléchir, échanger et reprendre confiance collectivement.

Cette année encore, des travailleurs venus de différents quartiers populaires sont arrivés avec leurs enfants pour vivre ce moment rare. Dans une capitale étouffée par la violence des gangs, les kidnappings, les viols, les pillages et la terreur quotidienne, cette fête a constitué une véritable bouffée d’oxygène. Pendant quelques heures, la peur

a reculé, remplacée par la musique, les rires et la fraternité.

Mais les organisateurs n’ont jamais dissocié la fête du combat. Dès l’entrée, une exposition de livres et de presse révolutionnaire donnait le ton : le journal Voix des Travailleurs, le bulletin Pawòl Travayè, ainsi que des ouvrages publiés par l’OTR étaient mis à la disposition des participants. Beaucoup ont pris le temps de feuilleter, de discuter, de poser des questions, preuve que la soif de compréhension et de perspectives reste bien vivante.

Avant la partie culturelle, des travailleurs de Centri Group, du parc Sonapi, ont pris la parole pour raconter leur lutte du mois de décembre. Ils ont expliqué comment, face à la fermeture de l’usine et au refus du patron de payer les prestations légales, la grève, l’occupation de l’usine et la solidarité leur ont permis d’arracher une victoire. Leurs témoignages ont été accueillis avec une attention particulière, car il illustrait

concrètement qu’il est possible de faire reculer les patrons par la mobilisation collective.

Le point culminant de la journée a été l’intervention de la porte-parole de l’OTR. Elle a dressé un bilan sans concession de la dictature des gangs, du pouvoir croupion qui pille les caisses publiques et de la catastrophe sociale imposée aux classes populaires. Mais elle a aussi dégagé des perspectives de lutte pour 2026 : réouverture des entreprises fermées, alignement du salaire minimum sur le coût réel de la vie, versement d’allocations régulières aux chômeurs, relocalisation digne des populations vivant dans les camps, et surtout construction d’un rapport de force capable d’imposer ces revendications.

Cette fête n’était donc pas qu’un moment de réjouissance. Elle était un acte de résistance collective, une affirmation que, même dans les pires conditions, les travailleurs peuvent se rassembler, débattre ensemble et préparer les combats à venir. ■

DANS LES ENTREPRISES

CENTRI GROUP (SONAPI) : PRESTATIONS ARRACHÉES PAR LA LUTTE !

La grève engagée par les ouvriers de Centri Group au début du mois de décembre pour protester contre la fermeture de l’usine sans versement des prestations légales, s’est conclue sur une victoire. Une victoire qui peut inspirer l’ensemble du monde du travail.

À l’heure où la misère s’aggrave, où les licenciements se multiplient et où les patrons agissent en toute impunité, cette victoire rappelle que lorsque les travailleurs décident de se battre collectivement, cela paie toujours.

Il s’agissait pourtant d’une lutte limitée : une usine d’environ un millier d’ouvriers, dont moins de la moitié s’est engagée activement dans la grève. Le mouvement n’a pas dépassé le cadre de l’entreprise et a duré un peu plus de trois semaines. Mais la détermination, le courage et la solidarité des grévistes ont fini par faire céder le patron.

Acculé, celui-ci a été contraint de verser les prestations légales à l’ensemble des ouvriers, alors qu’il manœuvrait en secret pour transférer les équipements de l’usine vers le Nord, où une filiale était déjà

en place depuis le début de l’année. La vigilance des ouvriers a permis de déjouer ce plan. Leur réaction immédiate pour déclencher la grève et occuper l’usine a été décisive. Sans cette riposte collective, le patron serait parti avec les machines, laissant les travailleurs sans rien.

Les ouvriers n’ont pas non plus confié leur sort aux autorités ou aux politiciens corrompus. Ils savent d’expérience que ces derniers se rangent presque toujours du côté des patrons. Ils ont mené leur lutte par eux-mêmes, en ne comptant que sur leur propre force collective.

Pendant plus de trois semaines, ils ont dormi dans l’usine, contrôlé les entrées et sorties, surveillé les dirigeants, exercé une pression constante. Ils ont commencé à mesurer leur force, à comprendre ce que signifie agir ensemble contre un ennemi commun.

Certes, tout n’a pas été parfait. Il n’y a pas eu de véritable comité de grève. Quelques syndicalistes ont confisqué la direction du mouvement. Mais malgré ces limites, les ouvriers ne se sont pas démobilisés et sont allés jusqu’au bout.

Cette victoire, même partielle, a un impact considérable sur le moral des travailleurs. Elle démontre que la lutte paie, et qu’elle est la seule voie face à une situation qui se dégrade depuis des années : gel des salaires, conditions de travail indignes, licenciements sans compensation.

Face à cette crise qui dure depuis près de 6 ans, il n’existe qu’un seul chemin pour les masses exploitées : celui qu’ont ouvert les ouvriers de Centri Group, la lutte collective, la grève et la mobilisation consciente des travailleurs eux-mêmes..■

FÊTES DE FIN D’ANNÉE : LES OUVRIERS COMPTENT LES MIETTES

Chaque fin d’année, les ouvriers attendent le bonus et le congé pour souffler un peu. C’est le moment de recevoir ces prestations en plus du salaire de la dernière quinzaine. Cette année, ce fut une illusion de plus. En effet, la barbarie des gangs a paralysé l’économie. De nombreuses entreprises ont fermé. Les usines encore ouvertes tournent au ralenti, ce qui a réduit le nombre de jours de travail. Les salaires ne suivent pas. Les bonis-congés ont fondu.

Voici quelques témoignages de travailleuses du parc SONAPI.

Johanne, ouvrière à MBI, mère de deux garçons de 16 et 14 ans : « Mon mari travaillait aussi à l’usine. Il a été licencié depuis plusieurs mois. Pour la fin d’année, j’ai reçu 29 000 gourdes. J’avais 20 000 gourdes de dettes à l’usine. Après

paiement, il me restait 9 000 gourdes. Avec ça, j’ai acheté quelques marchandises en liquidation au marché chinois pour essayer de les revendre et gagner quelques centaines de gourdes en plus. »

Claire, ouvrière à MBI : « J’ai reçu 29 000 gourdes. J’ai tout payé pour le loyer. Il ne me restait rien. J’ai passé les fêtes sans un sou. »

Joséphine, ouvrière à MGA, bâtiment 17, SONAPI : « J’ai reçu 30 000 gourdes. J’étais trop endettée. Après avoir payé mes dettes, je suis allée au marché chinois acheter quelques marchandises en liquidation pour tenter de m’en sortir en les revendant. »

Ces témoignages ne sont pas des exceptions. Ils reflètent la réalité de milliers de

travailleurs.

Toute leur vie, les ouvriers produisent des profits énormes pour les patrons. Mais quand la crise frappe, ce sont toujours les travailleurs qui paient la note.

Cette année, la majorité des ouvriers sont repartis avec une pitance. Juste assez pour régler quelques dettes. Pas assez pour survivre. Pas assez pour nourrir leurs familles, pour se divertir et se soigner.

Même ceux qui travaillent ne peuvent plus renouveler leur force de travail. Ils survivent à peine. Pendant que les patrons, eux, accumulent des profits qui leur permettent de vivre des années sans soucis.

Voilà la réalité du monde du travail en Haïti. C’est pourquoi, à l’instar des ouvriers de Centri group, la lutte est nécessaire.■

PAWÒL TRAVAYÈ

Ann nou konstui pwòp altènativ nou !

Depi fen ane 2025 la rive jounen jodi a, lapolis ak lòt fòs sekirite Leta ap mennen gwo operasyon nan plizyè katye popilè ki anba kontwòl gang ame yo. Yo lage anpil dwon. Pami viktim yo, genyen anpil malere, malerèz ki tap viv nan katye sa a yo men ki pa konplis bandi ni deprè ni delwen. Bandi sèvi ak moun sa a yo kom boukliye lè yo nan afwontman ak Lapolis.

Gouvènman an deklare objektif atak sa yo, se tabli sekirite nan peyi a ak òganize eleksyon pou remèt pouvwa a bay moun kap genyen eleksyon sa yo. Pawòl tafya ! Depi 6 lane, pwomès malatchong sa yo toujou sèvi klas politik la pretèks pou gaspiye, vòlè lajan leta, plen pòch yo, elt.

Men, menmsi pwomès sa yo ta reyalize, mas popilè yo pap ladann. Pa gen okenn eleksyon ki konn pote amelyorasyon nan kondisyon lavi ni klas travayè ni mas popilè yo. Se toujou yon maskarad politisyen ak klas dominant yo pou konsolide dominasyon yo sou rès sosyete a.

Pou kondisyon lavi klas travayè a ak mas popilè yo chanje nan lane 2026 la, yo gen pou batay yo ak pwòp òganizasyon pa yo e pwòp revandikasyon pa yo.

Batay kont diktati gang ame yo, batay pou richès ki nan peyi a ka itilize pou kreye travay nan tout domèn tankou lasante, agrikilti, edikasyon elatriye ak yon salè an fonksyon kou lavi a, batay pou gen konstriksyon lojman sosyal pou retire tout moun kap viv nan kan deplase yo. Revandikasyon sa yo ak anpil lòt kapab anndan pwogram batay tout klas travayè yo ak mas eksplwate yo.

Okenn konfyans nan demagoji gang kriminèl asasen yo, okenn konfyans nan politisyen blofè, volè, magouyè kap sèvi patwon ak gran komèsan yo. Viv òganizasyon ak batay klas travayè yo e mas popilè yo. Liberasyon mas eksplwate yo, se yo menm kap fè l. Menmjan batay pou te dechouke lesklavaj, se mas esklav yo ki te reyalize l.

OTR-UCI, jedi 22 janvyè 2026
An nou konte sou fòs nou !

DANS L'INTERNATIONAL

CONTRE LA DICTATURE DES MOLLAHS, CONTRE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN !

Depuis plusieurs semaines, le peuple iranien est de nouveau descendu massivement dans la rue pour contester le régime des mollahs. Cette contestation, profondément enracinée dans la misère sociale, l'inflation galopante et l'oppression politique, est réprimée avec une brutalité extrême. Selon les chiffres avancés par les autorités elles-mêmes, la répression aurait déjà fait plusieurs milliers de morts. Mais loin d'écraser la colère populaire, cette violence d'État ne fait que renforcer la détermination d'un peuple qui refuse de se soumettre.

Cette révolte s'inscrit dans la continuité des grandes mobilisations de 2022, déclenchées par l'assassinat de Mahsa Amini, tuée par la police religieuse pour un voile jugé « mal porté ». Elle montre que le régime islamiste, au pouvoir depuis 1979, n'a jamais cessé de gouverner par la peur, la censure et le sang.

Ce régime est l'un des plus rétrogrades et obscurantistes au monde. Les femmes y sont opprimées au quotidien : port du voile imposé, surveillance permanente, arrestations, violences et meurtres au nom de la « morale islamique ». Les opposants politiques, les syndicalistes, les étudiants, les intellectuels et les minorités sont emprisonnés, exécutés ou forcés à l'exil. La censure est généralisée, les libertés syndicales inexistantes et la justice entièrement soumise au clergé. Derrière le discours religieux, ce régime protège les privilèges d'une caste dirigeante corrompue et maintient la population dans la peur et la soumission.

Le mouvement actuel a pris naissance dans le grand bazar de Téhéran, cœur économique du pays. Le 28 décembre 2025, des commerçants ont manifesté puis fait grève contre l'effondrement du rial et la flambée des prix. Très vite, la contestation s'est étendue aux quartiers populaires, aux couches les plus pauvres de la population et

aux universités, où la colère est ancienne et profonde. En quelques jours, la protestation s'est transformée en une révolte nationale contre un régime honni.

Face à l'extension du mouvement et à la radicalisation des slogans : « Mort au dictateur », « Liberté, liberté, liberté », « Femme, vie, liberté », le pouvoir a répondu par une répression féroce. Les « Gardiens de la révolution » et les forces de sécurité tirent à balles réelles sur les manifestants. L'Internet est coupé, les communications avec l'extérieur interrompues, pour isoler la population et empêcher toute solidarité internationale. Des images, rares mais glaçantes, montrent des corps empilés comme sur un champ de bataille. Le régime est en guerre contre son propre peuple.

Cette situation sert de prétexte aux États-Unis et à leurs alliés, notamment Israël, pour menacer d'intervenir contre l'Iran. Mais l'impérialisme américain, incarné aujourd'hui par Trump, n'a jamais eu pour objectif la

liberté du peuple iranien. Ce qu'il cherche, c'est à exploiter la colère populaire pour régler ses comptes géopolitiques et imposer un régime qui lui serait docile, mais tout aussi hostile aux masses que celui des mollahs.

La dictature islamiste et l'impérialisme américain sont deux ennemis mortels du peuple iranien. L'un opprime au nom de la religion, l'autre au nom de la « démocratie » et des intérêts stratégiques. Le peuple iranien n'a pas à choisir entre la peste et le choléra.

La seule perspective pour empêcher la confiscation de cette révolte par l'impérialisme est que les masses aillent jusqu'au bout. Cela suppose qu'elles s'organisent sur la base de leurs propres intérêts de classe, indépendamment du régime et des puissances étrangères. Il ne s'agit pas seulement d'en finir avec la dictature des ayatollahs, mais de rompre avec tout un système d'exploitation et de domination, qu'il se drape dans la religion ou dans des discours hypocrites de puissances impérialistes comme les Etats-Unis ! ■



POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.